

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse



Informations du Guatemala

3^e Année, n° 123

Du 10 au 16 mai 1985

POLITIQUE

Changement nécessaire
Emoi au sein de la délégation suisse
Nouvelle censure ?
Commercialisation de l'aide octroyée
Relations étroites
CEE : "Contadora est le forum le plus adéquat"

ECONOMIE

Budget restreint

CONTRE-INSURRECTION

Guatemala, le numéro 1

INSURRECTION

Attaque d'une autre garnison
Augmentation des actions rebelles
Défense d'une position
Violents affrontements à El Quiché
Activité à El Peten

DROITS DE L'HOMME

Enlèvement de paysans
Séquestration d'un dirigeant ouvrier
On dénonce l'existence d'un cimetière clandestin

4P 12.315

POLITIQUE

CHANGEMENT NECESSAIRE

Le 11 mai, l'Eglise Catholique Guatémaltèque faisait savoir que la crise qui sévit dans le pays "est la conséquence d'un modèle économique promu par et aux profit des classes dominantes et qui se matérialise par un développement ambigu et dépendant". L'Eglise s'est alors prononcée en faveur "d'un nouveau système de société qui procurerait le bien commun par le biais d'une économie nationaliste".

L'Archevêque de Guatemala, Prospero Penados et l'Evêque, auxiliaire de l'Archidiocèse, Juan Gerardi, ont manifesté, en outre, leur préoccupation devant les solutions "libérales à outrance" qui sont avancées par divers secteurs du pouvoir comme la réponse à la crise que traverse le pays.

EMOI AU SEIN DE LA DELEGATION SUISSE

Johanna Schneider, porte-parole de la délégation suisse pour la paix, a déclaré que "la terreur sanglante" commise par l'armée et le gouvernement à l'encontre de la population civile a provoqué un grand émoi au sein de la délégation. Elle a également manifesté son opposition à la vente d'avions suisses PC-7 au régime guatémaltèque, car les dits avions sont "utilisés pour bombarder la population".

La commission suisse qui s'est rendue en Amérique Centrale entre le 14 avril et le 4 mai et qui se composait de parlementaires, d'organismes humanitaires et religieux, des dirigeants syndicaux et des personnalités, a souligné que les élections qui auront lieu prochainement au Guatemala ne mettront pas fin à la pratique de violation des droits de l'homme dans ce pays d'Amérique Centrale.

NOUVELLE CENSURE ?

Le 10 mai, le Chef de la délégation de la Commission Inter-Américaine des Droits de l'Homme de l'Organisation des Etats Américains (CIDH / OEA), Cesar Sepulveda, répondait à la question posée par les milieux de presse, quant à savoir si le rapport de la dite Commission serait favorable au régime guatémaltèque, qu'il "ne serait pas aussi optimiste".

Sepulveda a ajouté à cet effet: "nous exigerons des réponses très claires et catégoriques et tant qu'elles ne nous seront pas fournies, rien ne nous empêche de présumer qu'il existe des violations aux Droits de l'Homme".

COMMERCIALISATION DE L'AIDE OCROYEE

Le 13 mai, le journal parlé "Aqui el Mundo" affirmait qu'un important don de lait en poudre destiné aux enfants pauvres et offert par la Coopérative Américaine d'Expédition à l'Etranger -CARE- est vendu par le gouvernement aux entreprises de pasteurisation, fabricants de crème glacée et commerçants en général. Cette information provient d'une dénonciation datée du 12 mai émanant des producteurs de lait et déposée au tribunal de San José Pinula.

Cette dénonciation mentionne également que des entrepôts gouvernementaux sont utilisés pour la commercialisation illégale du lait en poudre.

RELATIONS ETROITES

On apprenait de façon officielle, le 12 mai, que le Ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade, se rendra à Séoul durant la troisième semaine de mai, où il s'entretiendra avec de hauts fonctionnaires coréens parmi lesquels on peut citer le Président et le Ministre des Relations Extérieures. Cette visite a pour objectif le renforcement des liens diplomatiques, commerciaux et militaires entre la Corée du Sud et le Régime guatémaltèque.

CEE : "CONTADORA EST LE FORUM LE PLUS ADEQUAT"

Le 7 mai, Pio Pignatti, Chef de la délégation de la Communauté Economique Européenne, -CEE- déclarait que le groupe Contadora constitue encore et toujours le forum adéquat pour trouver une solution pacifique aux problèmes d'Amérique Centrale. Pignatti s'est rendu au Guatemala au cours d'une tournée effectuée en Amérique Centrale aux fins de connaître l'opinion et la position des divers gouvernements sur la situation régionale.

La mission européenne, qui s'est entretenue avec de hauts fonctionnaires, a réitéré l'appui de la CEE aux démarches entreprises par le groupe Contadora.

ECONOMIE

BUDGET RESTREINT

Le 8 mai, le Ministre de l'Economie, Ariel Rivera Irias, annonçait que le régime guatémaltèque avait décidé de réduire l'actuel budget général de la nation de 10 %. Il a ajouté que le Chef de l'Etat, le Général Oscar Mejia Victores s'entreferait au cours de la troisième semaine du mois de mai avec les représentants du secteur privé pour les informer des résultats obtenus par ces coupes budgétaires.

La veille, le 7 mai, le Comité Coordinateur des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières -CACIF-, principal organisme privé du pays, exigeait la diminution des dépenses publiques, de mettre un frein à la corruption, de vendre les entreprises de l'Etat, et d'éliminer l'impôt à l'exportation. Cette réduction, de l'ordre de 100,3 millions de dollars n'aura aucun impact dans les domaines de la sécurité et de la défense.

CONTRE-INSURRECTION

GUATEMALA, LE NUMERO 1

Le 14 mai, le Docteur Ahmad Sobeh, représentant de l'Organisation pour la Libération de la Palestine -OLP- au Mexique, soulignait que le Guatemala est le pays numéro 1 en matière de conseillers et d'armes fournis par Israël. Ce commentaire s'inscrit dans le cadre des journées consacrées à la commémoration du XXème anniversaire du début de la révolution palestinienne.

Sobeh précise que les conseillers militaires israéliens sont envoyés au Guatemala en tant que "conseillers agricoles" mais, ils sont également experts en guerre psychologique et, ils ont conseillé des actions de contre-insurrection telles que celles des villages modèles. Il stipule, en outre, qu'Israël vend au Guatemala des avions et des armes légères et qu'ils conseillent de même et supervisent une fabrique de munitions et un centre de télécommunications.

INSURRECTION

ATTAQUE D'UNE AUTRE GARNISON

L'ORPA -Organisation du Peuple en Armes- faisait savoir, le 10 mai, que des forces insurrectionnelles de l'ORPA ont attaqué, le 9 mai, au mortier, le détachement militaire situé dans la propriété El Porvenir, dans le département occidental de San Marcos, provoquant un nombre indéterminé de pertes parmi les soldats, qui ne furent pas en mesure de riposter.

L'information fait également mention du fait que le 10 mai, les rebelles ont tendu une embuscade dans les flancs du volcan Tajumulco aux troupes gouvernementales chargées de trouver les agresseurs de la garnison déjà mentionnée, provoquant de la sorte 8 pertes au sein des troupes.

AUGMENTATION DES ACTIONS REBELLES

Selon un communiqué des rebelles, rendu public le 8 mai, des unités insurrectionnelles de l'ORPA ont tendu des embuscades, les 6 et 7 mai, dans les départements occidentaux de Quezaltenango et San Marcos: des embuscades à un convoi de l'armée et un peloton de troupes spéciales (Kaibiles). Ces embuscades se sont soldées par au moins 30 pertes officielles et la destruction d'un camion militaire.

De même, des unités de l'ORPA ont occupé, le 11 mai, les installations d'une émission-radio, dans la municipalité de Pajapita, San Marcos, et, durant 30 minutes, elles ont retransmis des messages portant sur "la responsabilité de l'armée dans la crise actuelle et les manoeuvres de la soi-disante ouverture démocratique".

DEFENSE D'UNE POSITION

Une compagnie de l'armée qui a essayé, le 9 mai, de prendre en main une des positions de l'ORPA sur les terres de la propriété "Miramar", situé dans le département de Suchitepequez, au sud-ouest du pays, fut surprise et harcelée par un feu nourri, par les forces insurrectionnelles qui ont occasionné pour le moins 6 pertes à la dite compagnie, l'obligeant à se replier.

VIOLENTS AFFRONTLEMENTS A EL QUICHE

Un communiqué insurrectionnel, rendu public le 11 mars, stipule qu'un violent affrontement s'est produit entre les forces de l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP- et les troupes officielles, le 5 mars, dans les environs du lotissement "Resurección", situé dans la municipalité de Chajul, département de El Quiché. Au cours de cet affrontement, les insurgés ont occasionné 15 pertes à l'armée gouvernementale.

D'après l'EGP, le 2 mai, ses forces ont attaqué les garnisons stationnées à Sejuil et Kejchip, dans le Chajul et Nebaj, département de El Quiché, provoquant, au moins, 29 pertes parmi les soldats.

ACTIVITE A EL PETEN

Le 13 mai, les Forces Armées Rebelles signalaient l'occupation d'un village, d'une propriété et d'un tronçon routier, entre les 6 et 10 mai, dans la municipalité de Flores, dans le département septentrional de El Peten.

Selon cette information, les unités rebelles sont restées durant deux heures dans la propriété "Guerneru", située au bord de la lagune "Yaxha", cãd en plein dans la zone d'entraînement des forces d'élite de l'armée gouvernementale.

DROITS DE L'HOMME

ENLEVEMENT DE PAYSANS

Le 9 mai, Buenaventura Sujpop, Maire adjoint de la localité de "Chuequel" déclarait que 7 paysans de cette bourgade, située dans la municipalité de Patzun, dans le département central de Chimaltenango, ont été enlevés durant les derniers jours d'avril et premiers jours de mai, par des effectifs du gouvernement qui les ont obligé à quitter, par la force leur domicile, en présence de leurs proches et voisins.

Les milieux de presse et les proches des victimes déclarent également que Julian Aguilar et trois de ses enfants, Fernando, Valentin et Julian, ont été enlevés, le 10 mai, par les forces de sécurité gouvernementales dans le village "Barrios", situé dans la municipalité de San Antonio, département de Suchitepequez.

SEQUESTRATION D'UN DIRIGEANT OUVRIER

Le 9 mai la Confédération de l'Unité Syndicale de Guatemala -CUSG- signalait l'enlèvement, le 7 mai, du fils de son Secrétaire Général, le dirigeant syndical Juan Carlos Alfaro Alvares. Des effectifs des forces de sécurité gouvernementale sont responsables de l'enlèvement. La Confédération a, en outre, exigé que l'on respecte la vie du séquestré et qu'il soit poursuivi devant les tribunaux si il est accusé d'un délit. Le syndicaliste fut libéré quelques jours plus tard.

Les milieux de presse locaux évaluent à quelques 30 personnes le nombre de travailleurs et de dirigeants syndicaux qui ont été assassinés ou détenus et disparus durant le régime du gouvernement actuel.

ON DENONCE L'EXISTENCE D'UN CIMETIERE CLANDESTIN

Les pompiers volontaires du département de Chimaltenango ont reçu de nombreuses dénonciations, le 9 mai, portant sur l'existence d'un cimetière clandestin dans la municipalité de Patzun. Ce fait n'a pas pu être vérifié car les recherches furent suspendues a cause du "mauvais temps". C'est ce qui a été déclaré par le Chef local de cette institution. Plus aucune information n'est venue s'ajouter depuis.

Le 3 février dernier, l'Agence Française de Presse -AFP- signalait que plus de 900 paysans de cette région vivent dans la terreur, à la suite d'une tuerie de près de 40 paysans de la bourgade Xeatzan.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX